Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

SDIS TARN
Sapeurs-Pompiers

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU TARN**

SÉANCE DU 12 JUILLET 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le douze du mois de juillet à neuf heures trente, le conseil d'administration, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans les locaux de l'État-major du SDIS, 15, rue de Jautzou, sous la présidence de M. Michel BENOIT.

Présents :

- **Membres à voix délibérative :**

MM. Michel BENOIT, Christophe TESTAS, Bernard MIRAMOND, Jean-Michel BOUAT, Alain GLADE, Jean-Luc CANTALOUBE, Lucien BIAU, François BONO (suppléant de Mme Michèle VINCENT).
Mmes Nadia OULD AMER, Géraldine ROUANET-ASTRUC (suppléante de M. Jean-Luc ALIBERT), Marie MILESI.

- **Membres à voix consultative :**

COL Jimmy GAUBERT, directeur départemental.
CNE Philippe SIGUIER (suppléant du CDT Jean-Jacques DARGET), M. Christophe MOREL, membres élus de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours.
LTN Vincent COLOM, référent sûreté sécurité.
Mme Laëtitia CAPARROS, référente mixité et lutte contre les discriminations.

Participent à la séance :
Mme Corinne QUEBRE, directrice de cabinet.
M. Christophe COUTAL, payeur départemental adjoint.
LCL Philippe CNOCQUART, sous-directeur pilotage et stratégie.
LCL Sylvain ESLAN, sous-directeur opérations.
M. Matthieu MASSOL, chef du service finance et commande publique.

Absents excusés :
M. Michel VILBOIS, préfet du Tarn.
MM. Michel FRANQUES, Serge SERIEYS, Pierre CALMELS, Gérard PORTES.
Mmes Eva GERAUD, Sylvie BIBAL-DIOGO, Florence BELOU.
MED-LCL Marie-José JEGOU, CDT Jean-Paul ESCANDE, président de l'union départementale, CDT Jacques SALVADOR, LTN Yannick FERRIE, ADJ Damien GAREL.

Secrétaire : Colonel Jimmy GAUBERT.

Nombre de membres à voix délibérative en exercice : 18 / présents : 11 / pouvoirs : 0/ votants : 11.
Nombre de membres à voix consultative en exercice : 10 / présents : 5.
Date de la convocation : 1er juillet 2024.

~~~~~~

RAPPORT N°041/CA-07/2024

OBJET : Mise à jour du RI – intégration de la charte de déontologie de la sécurité civile

Par une note de service du 30 janvier 2023 (IGSC N°25), le préfet directeur général de la sécurité civile a informé l'ensemble des forces de sécurité civile (SC) de l'élaboration d'une charte de la sécurité civile destinée à rappeler les valeurs partagées par cette communauté et l'exemplarité qui doit animer son action.

Cette charte est destinée à s'appliquer à l'ensemble des personnels investis d'une mission de sécurité civile permanente ou temporaire, à savoir :
- tous les personnels sous l'autorité d'emploi du DGSCGC ;
- tous les personnels affectés au sein de la BSPP et du BMPM ;

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DU TARN

15, rue de Jautzou - 81012 ALBI CEDEX 09
Tél 05-63-77-35-18 **Fax** 05-63-77-35-98
Courriel direction.etat-major@sdis81.fr
~~~~~~

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

- tous les personnels servant au sein des SDIS, de l'ENSOSP et de l'ANSC ;
- tous les personnels des associations agrées de sécurité civile et les réservistes de sécurité civile.

Comprenant 19 articles découpés en 4 parties (*1 - Obligations incombant à l'autorité hiérarchique ; 2 – Valeurs et devoirs des personnels investis d'une mission de SC permanente ou temporaire ; 3 – Nécessaire exemplarité des personnels de la SC ; 4 – Contrôle de l'action*), elle fixe des règles de déontologie communes à tous les acteurs des missions de sécurité civile.

Si la charte s'applique de droit pour les personnels de la DGSCC, il est demandé qu'elle soit adoptée par délibération au sein des établissements publics tels que les SDIS.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- vu l'avis favorable du CST en date du 19 juin 2024 ;
- vu l'avis favorable du CCDSPV en date du 19 juin 2024 ;

après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité,

- de mettre à jour le règlement intérieur du SDIS par l'intégration de la charte de déontologie de la sécurité civile en annexe XVI ;
- de modifier le corps du règlement intérieur comme présenté en annexe.

Document signé électroniquement par
le président du conseil d'administration,

Michel BENOIT

ip
Michel BENOIT
Président
17 juil. 2024

Délais et voies de recours :
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ou de publication.
Le tribunal administratif de Toulouse peut être saisi par courrier (68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 7) ou par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : http://www.telerecours.fr

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DU TARN

15, rue de Jautzou - 81012 ALBI CEDEX 09
Tél 05-63-77-35-18 **Fax** 05-63-77-35-98
Courriel direction.etat-major@sdis81.fr

www.sdis81.fr
SAPEURS-POMPIERS DU TARN
Engagement - Cohésion - Efficacité

Ancienne version	Nouvelle version	Observations
PARTIE II – SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS **CHAPITRE II-5 – DISCIPLINE** **Article II-5-1 : Obligations** Tout sapeur-pompier professionnel, au même titre que les autres fonctionnaires, est soumis à un ensemble d'obligations tenant à sa qualité d'agent public et justifiées par le fait qu'il participe à l'exécution du service public. Il doit en conséquence respecter des règles communes à tous les fonctionnaires, qui impliquent notamment l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée, le respect des lois et règlements, l'obéissance hiérarchique, l'obligation de secret professionnel et de discrétion professionnelle, de neutralité et d'impartialité. (...)	**PARTIE II – SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS** **CHAPITRE II-5 – DISCIPLINE** **Article II-5-1 : Obligations** Tout sapeur-pompier professionnel, au même titre que les autres fonctionnaires, est soumis à un ensemble d'obligations tenant à sa qualité d'agent public et justifiées par le fait qu'il participe à l'exécution du service public. Il doit en conséquence respecter des règles communes à tous les fonctionnaires, qui impliquent notamment l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée, le respect des lois et règlements, l'obéissance hiérarchique, l'obligation de secret professionnel et de discrétion professionnelle, de neutralité et d'impartialité. Il s'engage également à respecter la charte de déontologie de la sécurité civile annexée au présent règlement. (...)	
PARTIE III – SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES **CHAPITRE III-5 – DISCIPLINE** **Article III-5-1 : Obligations** Le sapeur-pompier volontaire doit respecter les règles communes aux agents du service public, qui impliquent notamment l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée, le respect des lois et règlements, l'obéissance hiérarchique, l'obligation de secret professionnel et de discrétion professionnelle, de neutralité et d'impartialité. Il doit également se soumettre aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein du SDIS. (...)	**PARTIE III – SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES** **CHAPITRE III-5 – DISCIPLINE** **Article III-5-1 : Obligations** Le sapeur-pompier volontaire doit respecter les règles communes aux agents du service public, qui impliquent notamment l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée, le respect des lois et règlements, l'obéissance hiérarchique, l'obligation de secret professionnel et de discrétion professionnelle, de neutralité et d'impartialité. Il doit également se soumettre aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein du SDIS et respecter la charte de déontologie de la sécurité civile annexée au présent règlement. (...)	
PARTIE IV – PERSONNELS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET SPECIALISES **CHAPITRE IV-5 – DISCIPLINE** **Article IV-5-1 : Obligations**	**PARTIE IV – PERSONNELS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET SPECIALISES** **CHAPITRE IV-5 – DISCIPLINE** **Article IV-5-1 : Obligations**	

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

Tout fonctionnaire public territorial est soumis à un ensemble d'obligations tenant à sa qualité d'agent public et justifiées par le fait qu'il participe à l'exécution du service public. Il doit en conséquence respecter des règles communes à tous les fonctionnaires, qui impliquent notamment l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée, le respect des lois et règlements, l'obéissance hiérarchique, l'obligation de secret professionnel et de discrétion professionnelle, de neutralité et d'impartialité. (...)	Tout fonctionnaire public territorial est soumis à un ensemble d'obligations tenant à sa qualité d'agent public et justifiées par le fait qu'il participe à l'exécution du service public. Il doit en conséquence respecter des règles communes à tous les fonctionnaires, qui impliquent notamment l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée, le respect des lois et règlements, l'obéissance hiérarchique, l'obligation de secret professionnel et de discrétion professionnelle, de neutralité et d'impartialité. Il s'engage également à respecter la charte de déontologie de la sécurité civile annexée au présent règlement. (...)	
PARTIE V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AUTRES CATEGORIES DE PERSONNELS **CHAPITRE V-1 – EQUIPE DE SOUTIEN** **Article V-1-1 : Objet** Une équipe de soutien est constituée au sein du SDIS. (...) L'équipe de soutien est gérée par le SDIS. Chaque réserviste est rattaché à un centre d'incendie et de secours ou à l'État-major. Une fiche de procédure détaille les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette équipe.	**PARTIE V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AUTRES CATEGORIES DE PERSONNELS** **CHAPITRE V-1 – EQUIPE DE SOUTIEN** **Article V-1-1 : Objet** Une équipe de soutien est constituée au sein du SDIS. (...) L'équipe de soutien est gérée par le SDIS. Chaque réserviste est rattaché à un centre d'incendie et de secours ou à l'État-major. Une fiche de procédure détaille les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette équipe. Le réserviste s'engage à respecter la charte de déontologie de la sécurité civile annexée au présent règlement.	

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER

Liberté
Égalité
Fraternité

CHARTE DE DÉONTOLOGIE

DE LA SÉCURITÉ CIVILE

SÉCURITÉ CIVILE
& GESTION DES CRISES

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

PRÉAMBULE

La charte de déontologie de la Sécurité civile rappelle les valeurs partagées par l'ensemble des forces qui la composent et l'exemplarité qui doit animer son action.

Placés sous l'autorité du ministre de l'Intérieur pour l'accomplissement des missions de Sécurité civile, les personnels des services de l'État, des collectivités territoriales et d'autres personnes publiques ou privées agissent dans le respect des règles du code de la sécurité intérieure, du code général des collectivités territoriales et de règles de déontologie communes.

Les valeurs rappelées dans la présente charte doivent s'incarner dans les comportements des personnels de la Sécurité civile pendant et en dehors du service. Ainsi, pour guider ces comportements (attitude, propos, langages, actions…), les personnels investis d'une mission permanente ou temporaire de Sécurité civile doivent s'inspirer des valeurs républicaines, humaines et d'engagement :

Les valeurs républicaines

- La liberté
- L'égalité
- La fraternité
- La laïcité

Les valeurs de service

- La légalité
- La neutralité
- La discrétion
- L'adaptabilité
- La continuité
- L'exemplarité
- La loyauté
- La responsabilité
- L'impartialité
- L'intégrité
- La dignité

Les valeurs humaines

- Le respect
- Le courage
- Le dévouement
- L'altruisme
- L'humilité
- La probité
- La courtoisie

Pour l'application de la présente charte, le terme « personnels investis d'une mission de Sécurité civile permanent ou temporaire » désigne :

- tous les personnels sous l'autorité d'emploi du DGSCGC ;
- tous les personnels affectés au sein de la BSPP et du BMPM ;
- tous les personnels servant au sein des établissements publics nationaux et territoriaux en charge des missions de Sécurité civile ;
- tous les personnels des associations agréées de sécurité civile et les réservistes de Sécurité civile.

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

1 OBLIGATIONS INCOMBANT À L'AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE

Article 1 Respect du principe hiérarchique

L'autorité investie du pouvoir hiérarchique prend des décisions, donne des ordres et les fait appliquer. Elle veille à ce que ses instructions soient précises et apporte à ceux qui sont chargés de les exécuter toutes les informations nécessaires à leur compréhension.
L'autorité hiérarchique assume la responsabilité des ordres donnés. Ordres et instructions parviennent à leurs destinataires par la voie hiérarchique. Si l'urgence impose une transmission directe, la hiérarchie intermédiaire en est informée sans délai.

Article 2 Préservation des personnels

Le supérieur hiérarchique veille à la préservation de l'intégrité physique de ses collaborateurs. Il veille aussi à leur santé physique et mentale et s'assure de leurs bonnes conditions d'emploi.

Article 3 Protection fonctionnelle

L'autorité investie du pouvoir de nomination défend, dans les conditions et limites fixées par la loi, les agents et leurs proches contre les attaques, menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations et outrages dont ils peuvent être victimes dans l'exercice ou du fait de leurs fonctions.
Elle leur accorde sa protection juridique en cas de poursuites judiciaires liées à des faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle. Elle les assiste et les accompagne dans les démarches relatives à sa défense.

2 VALEURS ET DEVOIRS DES PERSONNELS INVESTIS D'UNE MISSION DE SÉCURITÉ CIVILE PERMANENTE OU TEMPORAIRE

Article 4 Obéissance

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile obéit loyalement aux ordres qu'il reçoit de l'autorité investie du pouvoir hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public.

S'il pense être confronté à un tel ordre, il fait part de ses objections à l'autorité qui le lui a donné, ou, à défaut, à la première autorité qu'il a la possibilité de joindre, en mentionnant expressément le caractère d'illégalité manifeste qu'il lui attribue. Si, malgré ses objections, l'ordre est maintenu, il peut en demander la confirmation écrite lorsque les circonstances le permettent. Il a droit à ce qu'il soit pris acte de son opposition. Même s'il reçoit la confirmation écrite demandée et s'il exécute l'ordre, l'ordre écrit ne l'exonère pas de sa responsabilité.

L'invocation à tort d'un motif d'illégalité manifeste pour ne pas exécuter un ordre régulièrement donné expose l'agent à ce que sa responsabilité soit engagée.

Article 5 Obligation de rendre compte

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile porte sans délai à la connaissance de l'autorité hiérarchique de l'exécution des ordres reçus ou, le cas échéant, des raisons de leur inexécution.

Dans les actes qu'il rapporte, les faits ou événements sont relatés avec loyauté et précision.
Il en va de même, pour tout fait survenu à l'occasion ou en dehors du service, ayant entraîné ou susceptible d'entraîner sa convocation par une autorité de contrôle.

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

Article 6 Secret et discrétion professionnels

Soumis aux obligations du secret professionnel et au devoir de discrétion, le personnel investi d'une mission de Sécurité civile s'abstient de divulguer à quiconque n'a ni le droit, ni le besoin d'en connaître, sous quelque forme que ce soit, les informations (concernant son organisation ou les personnes prises en charge) dont il a connaissance dans l'exercice ou au titre de ses fonctions.

Sans préjudice des exigences liées à l'accomplissement de sa mission, le personnel investi d'une mission de Sécurité civile respecte et préserve la vie privée des personnes.
À ce titre, il se conforme aux dispositions législatives et réglementaires qui régissent la création et l'utilisation des traitements de données à caractère personnel.

Il alimente et consulte les fichiers auxquels il a accès dans le strict respect des finalités et des règles propres à chacun d'entre eux, telles qu'elles sont définies par les textes les régissant, et qu'il est tenu de connaître.

Article 7 Devoir de réserve

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile s'abstient, dans l'exercice de ses fonctions, de toute expression ou manifestation de ses convictions religieuses, politiques ou philosophiques. Lorsqu'il n'est pas en service, il s'exprime librement sans que la compréhension de ses actes et propos puisse porter atteinte au crédit et renom de sa fonction ou de l'institution dans laquelle il sert.

Article 8 Impartialité

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile accomplit ses missions de manière honnête. Il accorde la même attention et le même respect à tous ses collaborateurs, collègues et partenaires.

À ce titre, il n'établit aucune discrimination au sens du code pénal[1] dans ses actes et propos.
S'il est témoin ou informé de telles discriminations, il est tenu d'en rendre compte immédiatement à son autorité directe. S'il acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit, il est tenu d'en informer sans délai le procureur de la République[2].

Article 9 Prévention des conflits d'intérêts

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile doit prévenir et éviter toute situation de conflit d'intérêts le concernant et, en cas de doute, doit en informer sa hiérarchie.

3 NÉCESSAIRE EXEMPLARITÉ DES PERSONNELS DE LA SÉCURITÉ CIVILE

Article 10 Dignité

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile permanente ou temporaire ne doit pas porter atteinte à la dignité de sa fonction.

En tout temps, dans ou en dehors du service, y compris lorsqu'il s'exprime à travers les réseaux sociaux, il s'abstient de tout acte, propos ou comportement de nature à nuire au crédit et renom de l'institution dans laquelle il sert ainsi que de nature à altérer la confiance auprès du public.

[1] Article 225-1 du code pénal
[2] Article 40 du code de procédure pénale

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

Article 11 Probité - Désintéressement

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile exerce ses fonctions avec probité. Il ne se prévaut pas de sa qualité pour en tirer un avantage personnel et n'utilise pas à des fins étrangères à sa mission les informations dont il a connaissance dans le cadre de ses fonctions.

Il ne demande ni n'accepte aucun avantage, aucun présent directement ou indirectement lié à ses fonctions ou qu'il se verrait proposer au motif, réel ou supposé, d'une décision prise ou dans l'espoir d'une décision à prendre. Il n'accorde aucun avantage pour des raisons d'ordre privé.

Article 12 Courtoisie - Respect des personnes

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile est au service de la population. Sa relation avec celle-ci est empreinte de courtoisie et requiert l'usage du vouvoiement.

Respectueux de la dignité des personnes, il veille à se comporter, en toutes circonstances, d'une manière exemplaire, propre à inspirer en retour respect et considération.

Article 13 Égal traitement et laïcité

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile est tenu à l'obligation d'égal traitement des personnes.

De même, dans le cadre de la lutte contre les discriminations, il doit traiter de façon égale tous les usagers, indépendamment de leurs origines, leur sexe, leurs convictions politiques ou religieuses, et respecter leur liberté de conscience et leur dignité.

S'il est témoin ou informé de telles discriminations, il est tenu d'en rendre compte dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 8.

Article 14 Discernement

Le personnel investi d'une mission de Sécurité civile fait, dans l'exercice de ses fonctions, preuve de discernement. Il tient compte, en toutes circonstances, de la nature des risques et menaces auxquels il est confronté et des délais dont il dispose pour agir.

Les diligences normales mentionnées à l'article 121-3 du code pénal sont appréciées, pour les personnes mentionnées au présent article lorsqu'elles concourent aux missions de Sécurité civile, au regard notamment de l'urgence dans laquelle s'exercent leurs missions ainsi que des informations dont elles disposent au moment de leur intervention.

Article 15 Port de la tenue

Si pour exercer ses missions, le personnel investi d'une mission de Sécurité civile revêt une tenue d'uniforme, il doit se conformer aux prescriptions relatives au port des tenues, uniformes, équipements, insignes et attributs en vigueur au sein de l'institution qu'il sert.

Il porte cette tenue avec dignité en respectant l'uniforme, les valeurs et traditions qu'il incarne.

Il ne peut porter cette tenue hors service sauf accord de son autorité hiérarchique.

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

4 CONTRÔLE DE L'ACTION

Article 16 Contrôle hiérarchique

L'autorité investie du pouvoir hiérarchique contrôle l'action des personnels placés sous sa responsabilité.
Sans préjudice des règles propres à la procédure disciplinaire et des droits dont le personnel investi d'une mission de sécurité civile permanente ou temporaire bénéficie en cas de mise en cause personnelle, il facilite en toutes circonstances le déroulement des opérations de contrôle hiérarchique et interne auxquelles il est soumis.

Article 17 Contrôle de l'inspection générale de la Sécurité civile (IGSC)

Chargée du respect des règles de déontologie auxquelles sont soumis les personnels investis d'une mission de sécurité civile, l'Inspection Générale de la Sécurité Civile entreprend toutes études et fait toutes recommandations utiles se rapportant à ces règles. À ce titre, elle anime le réseau des correspondants déontologues au sein de l'institution.
Le personnel investi d'une mission de sécurité civile est soumis au contrôle de l'inspection générale de la sécurité civile, compétente en application des textes qui la régissent.
Lorsqu'il y est invité par l'inspection générale de la sécurité civile, le personnel investi d'une mission de sécurité civile est tenu de se présenter aux convocations, de communiquer les informations et pièces que celle-ci juge utiles à l'exercice de sa mission.

Article 18 Sanction des manquements déontologiques

Tout manquement du personnel investi d'une mission de sécurité civile permanente ou temporaire aux règles et principes définis par la présente charte peut l'exposer à une sanction, indépendamment des sanctions pénales encourues le cas échéant.

Article 19 Porté à connaissance de la charte de déontologie

La charte de déontologie fait l'objet d'un porté à connaissance de chaque personnel lors de la prise de fonction ou d'activité.

Envoyé en préfecture le 17/07/2024
Reçu en préfecture le 17/07/2024
Publié le
ID : 081-288100019-20240712-2024_041_CA-DE

CHARTE DE DÉONTOLOGIE

DE LA SÉCURITÉ CIVILE

DGSCGC/Communication. Graphisme : Bruno Lemaistre/Sécurité civile. Décembre 2022
ISBN 978-2-11-167914-6